

Syndicat des Enseignants de St-Laurent-Richelieu

Gouvernement du Québec
Ministre du Travail
Bureau du commissaire
général du travail

DÉPÔT

2740-9

Dépôt N°:

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	M-18245-01
Date	Signature: 84-10-09 Reception: 84-10-12	Durée	Nombre de salariés régis par la convention collective

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Employés d'Association d'Enseignants 84 Brunswick Dollard des Ormeaux, Québec H9B 2C5	<input checked="" type="checkbox"/> Déposant Syndicat des Enseignants de St-Laurent Richelieu Att: A. Warr Président 426 Victoria St-Lambert, Québec J4P 2H9
<input type="checkbox"/> Déposant, si autre que les parties	Région <u>0606</u> Activité <u>8915(10)</u> Affiliation <u>10</u>

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Voir au verso pour les codes

Remarques

ENTENTE: Ajout de la clause 5.4 à l'article V
(addition of clause 5.4 to article V)
 Dans votre dossier au Ministère le nom de l'employeur figure comme suit:
St-Lawrence Richelieu Teachers Association et l'Association figure comme
suit: Union of Employees of Teachers Association Il y aurait lieu d'indiquer
 tout changement pour éviter toute erreur administrative. Merci.

Signature: **Pierrette David /ms** Date: **84-10-23**

Pour renseignements: 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

RECHERCHE

18245-01

Accord en vertu de l'Article XI
de la convention collective liant

D'une part: Le Syndicat des Enseignants de St-Laurent/
Richelieu

et

D'autre part: Le Syndicat des Employés d'Associations
d'Enseignants

Objet: Ajout de la clause 5.4 à l'Article V

84 111 12 13 52

Les parties conviennent de ce qui suit:

La clause 5.4 suivante est ajoutée:

- 5.4 L'Association s'engage à faire une contribution égale à 7.5 pourcent du salaire annuel du membre à un régime enregistré d'épargne-retraite choisi par le membre du personnel professionnel. Ce paiement est fait avant le 15 janvier de chaque année.

En foi de quoi, les parties ont apposé leur signature

ce 9^e jour du mois de octobre

1984 à Saint-Lambert.

Pour l'Association

Pour le Syndicat

Ardèle Warr
Président

J.P. Vardolano

Agreement by Virtue of Article XI of the
Collective Agreement Binding

On the one hand: The St. Lawrence-Richelieu Teachers'
Association

and

On the other hand: The Union of Employees of Teachers'
Associations

Subject: Addition of clause 5.4 to Article V

88 JUN 12 13 52

The parties agree as follows:

The following clause 5.4 is added:

5.4 The Association shall contribute an amount equivalent to 7.5% of the annual salary of the Professional Staff member to a Registered Retirement Savings Fund designated by the Professional Staff member. Such payment to be made before January 15th of each year.

In witness whereof, the parties have signed this

9th day of October 1984

at St Lambert.

For the Association

Ardile Warr

President

For the Union

[Signature]

DÉPÔT

Dépôt N°: **83 08 102**

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé

Dépôt refusé

02 740-9

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input checked="" type="checkbox"/> Renouvellement <input type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres			Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances		M-18245-01
Date	Signature	Reception	Durée	Du	Au	Nombre de salariés réglés par la convention collective
		83-07-04		83-07-01	84-06-30	1

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant <input checked="" type="checkbox"/> Union of Employees of Teachers Ass. 84 Brunswick Dollard des Ormeaux, QC. H9B 2C5	<input type="checkbox"/> Déposant <input checked="" type="checkbox"/> St-Lawrence Richelieu Teachers Association 426 Victoria St-Lambert, QC. J4P 2H9

Unité de négociation

"Employé Conseil"

Région	06-06	Activité	8915 (10)	Affiliation	10
--------	--------------	----------	------------------	-------------	-----------

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné
 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
 Voir au verso pour les codes

Remarques

Déposant:
Syndicat des Enseignants de
St-Laurent-Richelieu
 Att: A.E. Smith, prés.
 P.O. Box 175
 St-Lambert, QC.
 J4P 3N8

Pour le commissaire général du travail	
Signature	Date
Piarrette David/dg	83-08-16

Pour renseignements 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est. r. Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

RECHERCHE

ARTICLE I - DEFINITIONS

- 1.1 Les parties - Le Syndicat des Enseignants de St. Laurent-Richelieu, (ci-après dénommé "l'Association")
- Le Syndicat des Employés des Associations d'enseignants (ci-après dénommé "le Syndicat")

ARTICLE II - PREROGATIVES DU SYNDICAT

- 2.1 L'Association reconnaît le Syndicat comme étant le seul organisme représentant le(s) membre(s) du personnel professionnel.
- 2.2 Le Syndicat aura le droit de tenir, à tout moment, des réunions dans les locaux de l'Association pourvu que l'heure et le local fixés pour ces réunions n'interfèrent pas avec le travail normal de l'Association.

ARTICLE III - COTISATIONS DU SYNDICAT

- 3.1 L'Association doit déduire du salaire du membre du personnel professionnel les cotisations mensuelles telles que déterminées par le Syndicat. Ces déductions doivent être versées, sur une base annuelle, au Secrétaire du Syndicat.

ARTICLE IV - SALAIRE

- 4.1 L'échelle de salaire du membre du personnel professionnel pour la période du 1^{er} juillet 1983 au 30 juin 1984 sera le salaire au 30 juin 1983.
- 4.2 Le salaire annuel du membre du personnel professionnel est fractionné en douze mensualités égales, payables le dernier vendredi de chaque mois.
- 4.3 Au cas où le dernier vendredi d'un mois tombe un jour non ouvrable, ledit paiement devra se faire le jour ouvrable qui précède immédiatement le vendredi.

ARTICLE V - SECURITE SOCIALE5.1 Revenu Annuel Garanti

L'Association doit payer le salaire du membre du personnel professionnel, advenant son absence pour cause de maladie ou d'accident, survenus au cours d'une année contractuelle quelconque, et ce pour un salaire maximum de quatre mois.

- 5.2 Le membre du personnel professionnel participe aussi au plan d'assurance à long terme pour incapacité, conclu avec "The London Life Insurance Company". Le montant du bénéfice est équivalent à 60% des premiers \$1,200. du salaire mensuel et le 40% subséquent est calculé sur le plus haut montant de \$1,000, jusqu'à un bénéfice maximum de \$2,000. par mois. Le paiement des bénéfices commence après quatre mois d'incapacité complète et continue et ce jusqu'à l'âge de 65 ans, si cette incapacité persiste. Les primes de ce plan sont payées par le membre du personnel professionnel.

5.3 Contribution de l'employeur pour la pension et les plans d'assurance

L'Association contribue aux plans suivants pour le montant stipulé distinctement pour chaque cas:

Assurance-santé du Québec	-	selon la loi
Plan de Pension du Québec	-	selon la loi

Assurance Chômage	-	selon la loi
Assurance Santé, groupe	-	100%
Assurance Dentaire, groupe	-	100%
Assurance-Vie, groupe	-	100%

ARTICLE VI - CONGES, VACANCES ANNUELLES, CONGES SOCIAUX

6.1 Le membre du personnel professionnel a droit aux congés fériés suivants:

Le jour de l'An
Le 2 janvier
Vendredi Saint
Lundi de Pâques
Le jour du "Commonwealth"
La St. Jean-Baptiste
La Confédération
La fête du travail
Le jour de l'action de grâces
Le 24 décembre
Noel
Le jour des étrennes (lendemain de Noel)

6.2 Le membre du personnel professionnel a droit à 30 jours ouvrables de vacances annuelles, dont 20 jours pris entre le 15 juillet et le 15 août.

6.3 Si un congé férié tombe un samedi ou un dimanche, ce congé sera pris le lundi suivant ou tel que prescrit par la loi.

6.4 L'Association accorde au membre du personnel professionnel un maximum de huit jours (8) ouvrables par an, sans perte de salaire, non cumulatifs et non monayables. Ces jours sont mis à la disposition de l'employé(e) pour les utiliser à sa discrétion.

ARTICLE VII - PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

7.1 Dans le but du perfectionnement professionnel, une somme de trois-cent dollars est affectée dans chaque année budgétaire. Tout montant non utilisé sera ajouté à la somme disponible pour l'année suivante.

7.2 L'emploi de ces fonds est subordonné aux décisions unanimes d'un Comité Paritaire constitué d'un (1) membre désigné par l'Association et d'un (1) membre désigné par le Syndicat.

7.3 Au cas où ledit Comité n'aboutit pas à une décision unanime quelconque, le désaccord sera assujéti aux dispositions de l'Article X.

ARTICLE VIII - REMBOURSEMENT DES DEPENSES

8.1 Le membre du personnel professionnel est remboursé par l'Association pour toutes les dépenses légitimes, telles que définies dans la politique des dépenses de l'Association, sur présentation du formulaire ad hoc dûment rempli selon les taux approuvés par l'Association.

ARTICLE IX - DUREE DE L'ENGAGEMENT

9.1 Le membre du personnel professionnel obtient un contrat individuel sur une

base annuelle, conforme au formulaire prévu à l'Annexe I. L'année contractuelle commence le 1er juillet et se termine le 30 juin.

9.2 Si aucune des parties ne dénonce le contrat avant le 31 mai, l'engagement est donc renouvelé tacitement pour l'année scolaire suivante.

9.3 L'avis de dénonciation du contrat donné par l'Association doit en spécifier les motifs. Seules les raisons suivantes sont considérées plausibles pour l'Association, lui permettant de mettre fin au contrat du membre du personnel professionnel:

a) élimination du poste

b) grave ou continuelle négligence dans l'exercice de ses fonctions assignées.

9.4 Au cas où l'Association met un terme au contrat du membre du personnel professionnel, ce dernier aura le droit d'interjeter appel contre cette décision, conformément aux dispositions de l'Article X de cette Convention.

9.5 En cas d'élimination du poste, l'employé(e) dont le contrat prend fin reçoit une indemnité de fin de service calculée comme suit:

 Pour chaque année de service auprès du Syndicat, un pourcentage de 8.33% du salaire annuel au moment du départ, jusqu'à concurrence d'un maximum de 50% du salaire.

9.6 Il est convenu par l'Association de constituer un fonds de retraite de \$11,000 (onze milles) au nom du membre du personnel professionnel, M. Johnson. Ce montant et les intérêts accumulés devront être remis au membre du personnel professionnel nommé ci-haut, au moment de sa retraite ou de sa cessation d'emploi, conformément aux clauses 9.3 et 9.5.

9.7 L'investissement du fonds constitué à la clause 9.6 sera assujéti aux décisions unanimes d'un Comité Paritaire, lequel sera formé d'un (1) membre désigné par l'Association et d'un (1) membre désigné par le Syndicat.

ARTICLE X - PROCEDURE DE REGLEMENT DES GRIEFS

10.1 Pour tout différend ou mésentente qui survient entre le membre du personnel professionnel et l'Association, la procédure suivante doit être suivie:

a) Le membre du personnel professionnel doit tenter de résoudre le problème par un entretien avec le Président de l'Association.

b) Si le problème n'a pas été résolu, le membre du personnel professionnel doit soumettre le cas à un comité composé de quatre membres:

 deux membres désignés par l'Association
 deux membres désignés par le Syndicat

c) Si le problème demeure non résolu, le cas pourra être soumis par devant un Conseil d'Arbitrage dont la décision sera finale, exécutoire et lie les parties. Le Conseil d'Arbitrage est composé de trois membres:

 un membre désigné par l'Association
 un membre désigné par le Syndicat
 un membre désigné par les deux susnommés.

10.2 Les frais des membres nommés conjointement au Conseil d'Arbitrage sont à la charge des deux parties à parts égales.

ARTICLE XI - AMENDEMENT A LA CONVENTION

11.1 Cette convention peut être amendée avec le consentement des deux parties.

ARTICLE XII - DUREE DE LA CONVENTION

12.1 Cette convention collective entre en vigueur le 1er juillet 1983 et se termine le 30 juin 1984.

ARTICLE XIII - CONDITIONS DE TRAVAIL

13.1 La semaine normale de travail du membre du personnel professionnel est du lundi au vendredi inclusivement. La journée normale de travail du membre du personnel professionnel est de 9 h. a.m. à 5 h. p.m., incluant une (1) heure pour le déjeuner (lunch).

13.2 Lorsqu'un membre du personnel professionnel est requis d'assister à des réunions en dehors des jours ou des heures réguliers de travail tels que définis dans la clause 13.1, il est compensé sur la base d'une durée de temps égale de service; la date de cette compensation est à convenir mutuellement entre le Syndicat et le membre du Personnel Professionnel.

13.3 Le membre du personnel professionnel est responsable vis à vis du Président et de l'Exécutif de l'Association pour les travaux suivants:

- a) acheter et contrôler les fournitures du bureau et tous les biens meubles pour l'Association;
- b) assister le Président à la coordination et la supervision des travaux du bureau de l'Association;
- c) assurer l'acquisition des lieux de réunion de l'Association et pourvoir à tous les arrangements auxiliaires qui seraient requis pour de telles réunions;
- d) assister occasionnellement à la dactylographie et à la reproduction des diverses sortes de documentations;
- e) préparer et tenir les registres des finances de l'Association, sous la supervision du Secrétaire-trésorier, conformément à la politique établie à l'Association dans ce domaine;
- f) préparer les états financiers à l'Exécutif et au Conseil d'Administration ainsi qu'à l'Assemblée Générale Annuelle de l'Association, conformément à la politique établie;
- g) effectuer des paiements à débours de la petite caisse conformément à la politique des dépenses établie par l'Association;
- h) préparer les listes de paye pour le personnel de l'Association;
- i) préparer les chèques et les reçus;
- j) se rendre auprès des banquiers de l'Association pour effectuer diverses opérations bancaires;
- k) assister le Président dans l'interprétation et l'application des dispositions de la Convention Collective appartenant au personnel enseignant

attaché à la Commission Scolaire Régionale Protestante de la Rive Sud et à la Commission Scolaire Richelieu Valley;

- l) assister le Président dans ses investigations et traiter toutes allégations et bris actuels dans lesdites Conventions Collectives.

Dans l'accomplissement de ces deux tâches, (k) et (l), il est entendu qu'il y aurait nécessité de visiter des écoles, des Commissions Scolaires et des Conseillers légaux.

- m) assister, si requis, à toutes réunions ayant trait à des circonstances politiques diverses de l'Association ainsi qu'à celles de tout autre organisme dans lequel les membres de l'Association y ont un intérêt matériel;
- n) exécuter toute autre tâche que le Président et/ou l'Exécutif lui assignent de temps à autre.

13.4 Le membre du personnel professionnel incapable de se présenter au travail doit essayer d'en aviser le Président de l'Association directement et à l'avance.

13.5 Le membre du personnel professionnel ne participe pas à l'établissement de la politique et de l'objectif de l'Association.

13.6 Il est reconnu et convenu par toutes les parties que le membre du personnel professionnel est politiquement neutre à l'égard des stratégies des campagnes électorales impliquant des membres qui aspirent à des postes à l'Association.

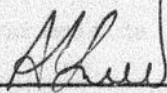
Par conséquent, durant ces périodes d'élections, les tâches électorales du personnel professionnel doivent se limiter strictement à fournir l'aide logistique nécessaire de sorte que chaque membre puisse exercer son droit constitutionnel.

Etant donné que la responsabilité des procédures électorales implique constitutionnellement le Président du Comité des Candidatures, le travail que fournit le membre du personnel professionnel en rapport aux élections doit s'effectuer sous la supervision directe dudit Président et la responsabilité de ces travaux en vue de l'adhésion d'un candidat lui incombe tout seul.

Le Syndicat des Enseignants de St. Laurent-Richelieu et le
Syndicat des Employés des Associations d'Enseignants acceptent
par la présente que les clauses ci-mentionnées constituent la
Convention Collective entre l'Association et le Syndicat.

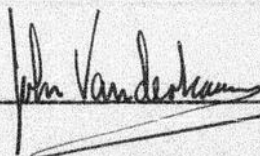
En foi de quoi, les parties ont apposé leur signature ce 23
jour du mois de Juin 1983 à St. Lambert

Pour l'Association



Président

Pour le Syndicat



ANNEXE I

Contract d'engagement

L'Association engage _____
au poste de _____.

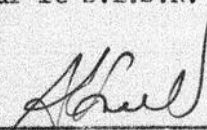
Ce contrat est conforme aux dispositions de la Convention Collective
intervenue entre l'Association et le Syndicat représentant
l'employé(e) du Syndicat des Enseignants de St. Laurent-Richelieu
en 1983.

Signé à _____ ce _____
jour du mois de _____ 1983.

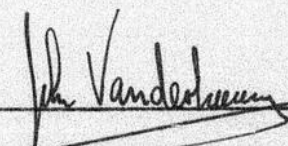
LETTRE D'ENTENTE

L'Association consent d'assumer tous les frais encourus pour la traduction de la Convention Collective intervenue pour la période du 1er juillet 1983 au 30 juin 1984, entre le S.E.S.R. et le Syndicat des Employés des Associations d'enseignants au nom du membre du Personnel Professionnel, employé par le Syndicat des Enseignants de St. Laurent-Richelieu.

Pour le S.E.S.R.



Pour le Syndicat



'83 Jul. -4 '13 43

COLLECTIVE AGREEMENT

between

THE ST. LAWRENCE-RICHELIEU TEACHERS' ASSOCIATION

and

THE UNION OF EMPLOYEES OF TEACHERS ASSOCIATIONS

ARTICLE I - DEFINITIONS

1.1 Parties - The St. Lawrence-Richelieu Teachers' Association
(hereinafter called the Association)

and

The Union of Employees of Teachers Associations
(hereinafter called the Union).

ARTICLE II - UNION PREROGATIVES

2.1 The Association recognizes the Union as the sole representative of the Professional staff member(s).

2.2 The Union shall have the right to hold meetings at any time on the premises of the Association provided the time and locale of such meetings do not interfere with the normal operations of the Association.

ARTICLE III - UNION DUES

3.1 The Association shall deduct from the Professional Staff member's pay the monthly dues, as set by the Union. Such deductions shall be remitted on an annual basis to the Secretary of the Union.

ARTICLE IV - SALARY

4.1 The salary on scale for the Professional Staff member from 1983-07-01 to 1984-06-30 shall be the salary on 1983-06-30.

4.2 The annual salary of the Professional Staff member shall be divided into twelve equal monthly installments and paid on the last Friday of the month.

4.3 Should the last Friday of the month be a non-working day, the said payment shall be made on the working day immediately preceding the Friday.

ARTICLE V - SOCIAL SECURITY

5.1 Guaranteed Annual Income

The Association shall pay the salary of the Professional Staff member whose absence is brought about by illness or accident to a maximum of four months salary, in any one contractual year.

5.2 The Professional Staff member shall also participate in the long-term disability insurance plan under-written by the London Life Insurance Company. The amount of benefit is equal to 60% of the first \$1,200. of monthly salary and 40% thereafter, taken to the next higher \$1,000. up to the maximum benefit of \$2,000. per month. The payment of benefits shall commence after four months of complete and continuous disability and continue up to age 65, if the disability persists. The premiums for the plan shall be paid by the Professional Staff member.

5.3 Employer's Contribution to Pension and Insurance Plan

The Association shall contribute to the following plans for the amount stipulated in each case:

Quebec Health Insurance	-	as per law
Quebec Pension Plan	-	as per law
Unemployment Insurance	-	as per law
Group Health Insurance	-	100%
Group Dental Insurance	-	100%
Group Life Insurance	-	100%

5.4 The Association shall contribute an amount equivalent to 7.5% of the annual salary of the Professional Staff member to a Registered Retirement Savings Fund designated by the Professional Staff member. Such payment to be made before January 15th of each year.

ARTICLE VI - HOLIDAYS, ANNUAL VACATION, SOCIAL LEAVE

6.1 The Professional Staff member shall be entitled to the following holidays:

January 1st
January 2nd
Good Friday
Easter Monday
Commonwealth Day
St. Jean Baptiste Day
Canada Day
Thanksgiving Day
December 24th
Christmas Day
Boxing Day

6.2 The Professional Staff member shall be entitled to 30 working days' annual vacation with 20 days to be taken between July 15th and August 15th.

6.3 If a legal holiday falls on a Saturday or Sunday the legal holiday shall be taken the following Monday or as prescribed by law.

6.4 The Association shall grant the Professional Staff member a maximum of eight (8) working days per year of social leave, without loss of salary, non-cumulative and without cash surrender value. These days shall be used at the employee's discretion.

ARTICLE VII - PROFESSIONAL IMPROVEMENT

7.1 For the purpose of professional improvement, three hundred dollars (\$300.) shall be allocated during each budget year. Any unused amount shall be added to the amount available for the following year.

- 7.2 The use of such funds shall be subject to the unanimous decisions of a parity committee to consist of one (1) member designated by the Association and one (1) member designated by the Union.
- 7.3 Should the said committee fail to arrive at any unanimous decision, the disagreement shall be subject to the provisions of Article X.

ARTICLE VIII - REIMBURSEMENT OF EXPENSES

- 8.1 The Professional Staff member shall be reimbursed by the Association for all legitimate expenses as defined by the Expense policy of the Association upon presentation of the statement of expense form as per the Association approved rates.

ARTICLE IX - TERMS OF AGREEMENT

- 9.1 The Professional Staff member shall be given an individual contract as per the form described in Annex I on an annual basis. The contract year shall be from July 1st to June 30th.
- 9.2 If neither party indicates termination of contract before May 31st then the engagement is automatically renewed for the following school year.
- 9.3 Notice of termination of contract given by the Association must state the reasons for such notice. Only the following shall be valid reasons for the Association to terminate the contract of the Professional Staff member:
- a) elimination of the post;
 - b) gross or continued neglect in the performance of assigned duties.
- 9.4 Should the Association terminate the contract of the Professional Staff member, the latter shall have the right to appeal the decision of the Association as provided for in Article X of this agreement.
- 9.5 In the event of elimination of post, the employee whose contract is terminated shall receive a severance allowance upon departure as follows:
- For each year of service with the Association, 8.33% of the annual salary at the time of departure to a maximum of 50%.
- 9.6 The Association agrees to establish a retirement fund in the name of the Professional Staff member, M. Johnson, in the amount of \$11,000. This amount together with interest accumulated shall be remitted to the said Professional Staff member at the time of retirement or termination of post pursuant to 9.3 and 9.5

- 9.7 The investment of the fund established in clause 9.6 shall be subject to the unanimous decisions of a parity committee to consist of one member designated by the Association and one member designated by the Union.

ARTICLE X - GRIEVANCE PROCEDURE

- 10.1 For any dispute or disagreement arising between the Professional Staff member and the Association, the following procedure shall be followed:

- a) The Professional Staff member shall attempt to resolve the problem at a meeting with the President of the Association.
- b) If the problem has not been resolved, the Professional Staff member shall present the problem to a committee composed of four members:

two named by the Association
two named by the Union.

- c) If the problem is still not resolved, the matter may be brought before a Board of Arbitration whose decision shall be final and binding.

The Board of Arbitration shall be composed of three members:

one named by the Association
one named by the Union
one named by the above two.

- 10.2 The expenses of the jointly named member of the Board of Arbitration shall be borne equally by the two parties.

ARTICLE XI - AMENDMENT OF AGREEMENT

- 11.1 This agreement may be amended with the consent of the two parties.

ARTICLE XII - DURATION OF AGREEMENT

- 12.1 This collective agreement shall come into force on 83-07-01 and shall terminate on 84-06-30.

ARTICLE XIII - WORKING CONDITIONS

- 13.1 The normal working week for the Professional Staff member shall be Monday to Friday inclusive. The normal working day for the Professional Staff member shall be 9:00 a.m. to 5:00 p.m. including one (1) hour for lunch.

13.2 When the Professional Staff member is required to attend meetings outside normal working days or hours as defined in clause 13.1, s/he shall be compensated on an equal time basis, at a time mutually arranged between the Association and the Professional Staff member.

13.3 The Professional Staff member shall be responsible to the President and the Executive of the Association for:

- a) Purchasing and control of office supplies and capital equipment for the Association;
- b) Assisting the President in the coordination and supervising of the operations of the Association's office;
- c) Ensuring the acquisition of meeting places for the Association's meetings and making any accessory arrangements as may be required for such meetings;
- d) Occasional assistance of typing and reproduction of various types of documentation;
- e) Preparing and maintaining the financial records of the Association, under the supervision of the Secretary-Treasurer, in accordance with established Association policy in this area;
- f) Preparing financial statements to the Executive and Council and at the Annual General Meeting of the Association in accordance with established policy;
- g) Disbursing of petty cash payments in accordance with the established Association's expense policy;
- h) Preparing Payroll Statements for the Association's staff;
- i) Preparing cheques and receipts;
- j) Visiting the Association's bankers to effect various banking services;
- k) Assisting the President in the interpretation and application of the provisions of the Collective Agreements which pertain to the teaching personnel employed by the South Shore Protestant Regional School Board and the Richelieu Valley School board;
- l) Assisting the President in the investigation and handling of all alleged and actual breaches of the said Collective Agreements;

In the performance of these latter two duties, (k) and (l), it is understood that it may necessitate visits to schools, School Board offices and Legal Counsel.

- m) Attending when required such meetings of the various political instances of the Association and any other bodies in which the Association members have a vested interest;
 - n) Any other duties which the President and/or the Executive may from time to time assign.
- 13.4 The Professional Staff member unable to report for duty shall try to give notification beforehand to the President of the Association directly.
- 13.5 The Professional Staff member shall not participate in the establishment of policies and goals of the Association.
- 13.6 It is recognized and agreed to by all parties that the Professional Staff member is politically neutral with regard to the politics involved in the election campaigns of individual members aspiring to office in the Association.

Therefore, during these election periods, the electoral duties of the Professional Staff member shall be strictly limited to providing the logistical support necessary in order that each member may exercise his/her franchise.

Since the responsibility for electoral procedures is constitutionally vested in the Chair of the Nominations Committee, electoral work performed by the Professional Staff member shall be under his/her direct supervision and responsibility for these duties, to the membership, shall be through him/her only.

The St. Lawrence-Richelieu Teachers' Association
and the Union of Employees of Teachers Associations
hereby agree that the foregoing constitutes the
collective agreement between the Association and
the Union.

In witness whereof, the parties have signed this
6th day of June 1983
at St. Lambert.

For the Association

Alfred
President

For the Union

John Vandenberg

ANNEX I

Contract of Engagement

The Association engages Ms. Margaret Johnson as Professional Staff person.

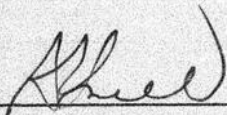
This contract is pursuant to the terms of the Collective Agreement entered into by the Association and the Union representing the St. Lawrence-Richelieu Teachers' Association Professional Staff employee in 1983.

Signed at _____ this _____
day of _____ 1983.

LETTER OF ENTENTE

The Association agrees to assume all expenses involved in the translation of the Collective Agreement entered into for the period July 1, 1983 to June 30, 1984 between the S.R.T.A. and the Union of Employees of Teachers Association on behalf of the Professional Staff member employed by the St. Lawrence-Richelieu Teachers' Association.

On behalf of the S.R.T.A.



On behalf of the Union

